

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

### Résumé

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 21 octobre 2024

#### Élections américaines 2024 : quels impacts économiques pour le Brésil ?

Les résultats des élections américaines de 2024 auront d'importantes répercussions sur l'économie mondiale, et par extension sur le Brésil. Bien que les impacts directs soient limités, les effets indirects pourraient être significatifs. Quel que soit le résultat de l'élection, le Brésil pourrait bénéficier de la diversification des chaînes d'approvisionnement, favorisée par la poursuite des tensions commerciales avec la Chine.

#### LE CHIFFRE A RETENIR :

**+3%**

La nouvelle prévision de croissance du PIB brésilien pour 2024 selon le FMI, contre +2,1% précédemment.

#### Les entreprises publiques enregistrent un déficit record sur les 8 premiers mois de l'année du fait de leurs investissements.

Le déficit a atteint 7,2 Md BRL, son niveau le plus élevé depuis le début de la série historique. Il englobe les résultats primaires des entreprises publiques fédérales, étatiques et municipales. Bien que largement attribuable à une hausse des investissements, cette augmentation du déficit primaire mérite une attention particulière en raison de la fragilité budgétaire du pays.

#### Le Nordeste du Brésil ambitionne de devenir fournisseur international d'hydrogène vert via le port de Pecém.

À l'aube d'une transition énergétique mondiale, le Nordeste brésilien capitalise sur son potentiel en énergies renouvelables pour se positionner comme un acteur clé de la production d'hydrogène vert. Le projet de hub d'exportation du port de Pecém promet non seulement de dynamiser l'économie régionale, mais aussi de renforcer la compétitivité internationale du Brésil et d'accélérer la décarbonisation de son économie.

#### Graphiques de la semaine: Evolution du risque-pays, de l'indice boursier, et du taux de change.

### Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,9%	-2,6%	129 233
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+2,0%	+18,7%	156
Taux de change USD/BRL	+0,7%	+16,7%	5,71
Taux de change €/BRL	-0,0%	+15,1%	6,16

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

# Actualités macro-économiques & financières

## Élections américaines 2024 : quels impacts économiques pour le Brésil ?

**Bien qu'aucune proposition de campagne des deux candidats ne vise directement le Brésil, le pays subirait tout de même des effets indirects des élections américaines.** En effet, le Brésil n'étant pas une priorité stratégique dans les relations économiques des États-Unis, l'impact serait davantage lié à des dynamiques globales.

**Ainsi, l'intensification de la guerre commerciale avec la Chine pourrait amener les entreprises américaines à réorienter leur production vers des pays plus proches (nearshoring) ou à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement.** Même si le Brésil n'est pas aussi proche géographiquement et est moins compétitif que le Mexique, il pourrait offrir certains atouts aux investisseurs américains : un environnement politique stable et démocratique, des institutions résilientes, l'accès à des ressources naturelles, et une énergie propre, avec près de 90% de sa production électrique issue de sources renouvelables. Ces éléments pourraient favoriser l'implantation de projets liés à l'hydrogène vert, à des datacenters ou encore à l'industrie des semi-conducteurs.

**Scénario Trump.** De manière globale, un retour de Trump à la Maison Blanche engendrerait **une augmentation des incertitudes internationales**, impactant les marchés financiers. Sa réélection pourrait **exacerber les tensions commerciales mondiales, entraînant un ralentissement du commerce global et une baisse de la demande ainsi que des prix des matières premières, affectant directement les exportations**

**brésiliennes. Les tensions avec la Chine, principal partenaire commercial du Brésil, aggraveraient cette situation.** Une récession en Chine ou une réduction de ses importations aurait un impact significatif sur les secteurs clés de l'économie brésilienne, notamment l'agriculture (soja et viande) et les mines (minerai de fer). En outre l'ambition de Trump de contrer l'influence chinoise en s'alliant à d'autres pays comme ceux de l'Union européenne, le Japon, la Corée et l'Australie, pourrait compliquer la position diplomatique du Brésil, qui a jusque-là maintenu une posture neutre. **Sur le plan intérieur, Trump envisage une nouvelle série de baisses d'impôts pouvant atteindre 10 000 Md USD sur quatre ans, stimulant ainsi la demande américaine à court terme. Toutefois, cette relance budgétaire risquerait de provoquer une hausse des prix aux États-Unis et, par ricochet, une inflation mondiale accrue, y compris au Brésil.** Face à cette situation, la Réserve fédérale et la Banque centrale brésilienne pourraient adopter des politiques monétaires restrictives, avec une hausse des taux d'intérêt. Le renforcement de l'USD rendrait l'accès aux capitaux plus difficile pour les économies émergentes et exercerait une pression supplémentaire sur le real brésilien. **À moyen et long terme, cette dynamique pourrait freiner la croissance économique du Brésil en augmentant les coûts d'emprunt et en réduisant les investissements.**

**Scénario Harris.** Sa victoire impliquerait une continuité des priorités environnementales et multilatérales de l'administration Biden. **Les pressions sur le commerce mondial seraient moins intenses que celles sur le scénario Trump, même si les États-Unis maintiendraient une certaine tension commerciale avec la Chine, ce qui pourrait bénéficier au Brésil en attirant des investissements étrangers dans le cadre de la diversification des chaînes d'approvisionnement. L'orientation de l'administration Harris vers les technologies vertes et une économie bas-carbone pourrait offrir des**

**opportunités au Brésil en termes d'investissements et transfert de technologie.** Toutefois, cette dynamique s'accompagnerait d'une pression accrue sur les questions environnementales et de gouvernance, avec un focus sur la déforestation en Amazonie. Sa victoire pourrait réduire l'accès des entreprises brésiliennes à certains marchés, notamment agricoles. **Sur le plan économique, une politique plus prévisible et multilatérale contribuerait à réduire la volatilité des marchés financiers,** facilitant l'accès aux capitaux étrangers pour les économies émergentes, dont le Brésil. Bien que les analystes prévoient une politique budgétaire expansionniste, à l'image de celle de son adversaire, le coût estimé du plan Harris serait moins élevé – environ 2 000 Md USD sur quatre ans – et aurait des effets plus modérés sur l'inflation et les taux d'intérêt.

## **Les entreprises publiques enregistrent un déficit record sur les 8 premiers mois de l'année du fait de leurs investissements.**

**Le déficit primaire des entreprises publiques fédérales, étatiques et municipales a atteint 7,21 Md BRL (0,06% du PIB) de janvier à août de cette année, selon la Banque centrale (BCB), le pire résultat depuis le début de la série historique en 2002.** Dans le détail, le déficit des entreprises publiques fédérales s'élève à 3,37 Md BRL et celui des entreprises contrôlées par les États à 3,86 Md BRL. Seules les entreprises contrôlées par les municipalités ont enregistré un

excédent de 20,1 M BRL. **Les données n'incluent pas certaines entreprises comme Petrobras et Eletrobras, ni les institutions financières** (Caixa Econômica Federal, Banco do Brasil, BNDES, etc.), qui adoptent un fonctionnement plus proche de celui des entreprises privées à capitaux ouverts. Parmi les entreprises publiques fédérales, les déficits les plus importants ont été enregistrés par **Emgepron<sup>1</sup>, l'Entreprise des Courriers et Télégraphes, Emgea<sup>2</sup>, Infraero<sup>3</sup>, et Dataprev<sup>4</sup>.**

**Le résultat primaire des entreprises publiques est déterminé par la différence entre leurs revenus et leurs dépenses (y compris les investissements) sur une période donnée.** Cette mesure ne prend pas en compte les ressources antérieures ni les revenus de financement, ce qui en fait un indicateur limité de la santé financière. **Ainsi, un déficit primaire ne signifie pas nécessairement des pertes,** surtout si les ressources de trésorerie disponibles couvrent les dépenses sur la période.

**Le déficit des entreprises publiques sur la période s'explique largement par des dépenses d'investissement** (ex : machines et technologies), selon le ministère de la Gestion et de l'Innovation dans les Services Publics. Cette composition du déficit est rassurante, car les investissements favorisent la croissance économique et engendrent des revenus à long terme.

**En outre, ces investissements sont financés par des ressources déjà disponibles dans la trésorerie des entreprises.** En effet, entre 2018 et 2021, le Trésor public a transféré des

---

<sup>1</sup> L'Entreprise de Gestion des Projets Navals

<sup>2</sup> Emgea (Empresa de Gestão de Ativos) est une entreprise publique responsable de la gestion des actifs et des passifs des entreprises publiques en difficulté, notamment en ce qui concerne leur restructuration financière.

<sup>3</sup> Infraero, ou Infraestrutura Aeroportuária S.A., est une entreprise publique responsable de la gestion des aéroports au Brésil.

<sup>4</sup> Dataprev est responsable de la technologie de l'information du pays, comme le traitement des salaires et des prestations de l'INSS (Institut National de la Sécurité Sociale, il gère et administre le régime des retraites).

fonds aux entreprises publiques pour qu'elles réalisent des investissements. Comme ces investissements n'ont pas été effectués au cours de cette période, ils se sont traduits par d'importants excédents qui sont restés dans la trésorerie des entreprises. Néanmoins, les projets d'investissement étant souvent de longue durée, les coûts sont répartis sur les périodes suivantes, entraînant des déficits successifs, c'est notamment le cas en 2024.

À titre d'exemple, l'Entreprise de Gestion des Projets Navals (Emgepron) a reçu 10,2 Md BRL en 2018 et 2019 pour la construction de quatre frégates destinées à la marine brésilienne, ce qui a considérablement amélioré son excédent primaire durant ces deux années. En 2024, sans nouvelles contributions, Emgepron a investi 1 Md BRL dans son programme de frégates. Cette dépense, financée par des fonds précédemment alloués, est enregistrée comme un déficit dans les comptes de la Banque centrale. Cela contribue ainsi au déficit de 3,37 Md BRL des entreprises publiques fédérales enregistré depuis le début de l'année.

Les analystes locaux soutiennent que le résultat négatif des entreprises publiques représente une part modeste du PIB par rapport à l'ampleur du déficit primaire global (attendu à 0,6% du PIB par le marché brésilien), et son impact sur la trajectoire de la dette publique est limité. **Cependant, ils soulignent que le retournement de tendance dans le résultat primaire des entreprises publiques depuis 2023, après quatre années de résultats positifs, mérite une attention particulière en raison de la situation budgétaire fragile du pays, même si cette évolution est en grande**

partie attribuable à une hausse des investissements.

## Etude économique

**Le Nordeste du Brésil ambitionne de devenir fournisseur international d'hydrogène vert via le port de Pecém.**

**Le Ceará, État du nord-est du Brésil, s'affirme progressivement comme un acteur clé dans l'intégration régionale et internationale, grâce à une stratégie de développement audacieuse centrée sur le Complexe Industriel et Portuaire de Pecém (CIPP).** Depuis sa conception dans les années 1990, le port de Pecém a été envisagé comme un catalyseur pour attirer des industries et dynamiser l'économie locale. Sa localisation géographique stratégique, à proximité de Fortaleza, en fait un point crucial pour les opérations offshore et l'exportation.

**À l'aube d'une transition énergétique mondiale, le Ceará se tourne vers des projets innovants. Le CIPP joue un rôle central dans ce projet en créant un hub pour la production d'hydrogène vert par électrolyse,** un processus qui extrait l'hydrogène de l'eau en utilisant l'énergie électrique renouvelable. Ce projet, prévu pour être opérationnel d'ici quatre ans, sera principalement destiné à l'exportation<sup>5</sup>, notamment vers l'Europe. Grâce à ses vastes ressources éoliennes et solaires<sup>6</sup>, le Ceará est idéalement positionné pour devenir un acteur majeur de la production d'hydrogène vert.

---

<sup>5</sup> En raison des défis technologiques liés au transport de la matière première, il est peu probable que la production soit dirigée vers l'industrie nationale, qui est principalement située dans le sud-est du pays, du moins dans un premier temps.

<sup>6</sup> Le Ceará possède actuellement 5,1 GW de capacité de génération solaire et éolienne, tandis que la

consommation de l'État s'élève à 1,6 GW. En tenant compte uniquement de ces deux sources, sans inclure l'éolien offshore, le potentiel de génération de l'État dépasse les 600 GW, selon Ricardo Cavalcante, président de la Fédération des Industries du Ceará (Fiec).

**L'ambition du projet est de positionner le Ceará comme un hub mondial d'exportation d'hydrogène vert, tout en favorisant la décarbonisation de l'économie brésilienne et en générant des impacts économiques significatifs à long terme.** Historiquement, le PIB par habitant du Ceará représente la moitié de celui du pays, mais cette nouvelle industrie devrait nécessiter environ 50 000 professionnels qualifiés (ingénieurs spécialisés, techniciens en électrolyse, et autres experts en énergies renouvelables) dans les trois à quatre prochaines années, de quoi dynamiser l'économie régionale.

**Les ambitions du CIPP reposent sur des financements significatifs et des partenariats stratégiques. À ce jour, le CIPP a sécurisé 675 M BRL, dont 90 M USD provenant de la Banque mondiale,** pour soutenir l'infrastructure nécessaire à la production d'hydrogène vert. De plus, des entreprises internationales (Fortescue, Qair, Voltalia, AES Brasil et FRV), ainsi que des acteurs nationaux (Casa dos Ventos), ont annoncé des projets au sein du CIPP, totalisant 30 Md USD.

**Cependant, des défis subsistent, notamment la nécessité de subventions pour compenser les coûts initiaux élevés et la recherche de contrats à long terme** pour garantir des acheteurs pour l'hydrogène vert, étant donné que le prix de l'hydrogène tend à diminuer avec les avancées technologiques.

En 2023, 63% des projets mondiaux d'hydrogène étaient encore au stade précoce d'étude de faisabilité et de preuve de concept, soulignant que le monde est encore en phase de maturation des technologies de production d'hydrogène bas carbone. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), **le Brésil se classe au 22<sup>ème</sup> rang des pays avec les meilleures perspectives et potentiels de production d'hydrogène<sup>7</sup>. Cette position s'explique par un fort potentiel en énergies renouvelables :**

**50% de la matrice énergétique du Brésil est renouvelable, atteignant 90% pour l'électricité.**

**L'industrie de l'hydrogène vert pourrait ajouter 7 000 Md BRL au PIB brésilien d'ici 2050 et générer un excédent budgétaire de 693 Md BRL,** selon une étude menée par Fortescue et l'Association Brésilienne de l'Hydrogène Vert, réalisée par le cabinet de conseil LCA. Cette projection repose sur un scénario où le Brésil capterait 4% du marché mondial de l'hydrogène vert, un objectif jugé réalisable par Luis Viga, directeur de Fortescue au Brésil. Selon l'étude, **cet excédent pourrait atteindre 70 Md BRL d'ici 2030.**

\* \* \*

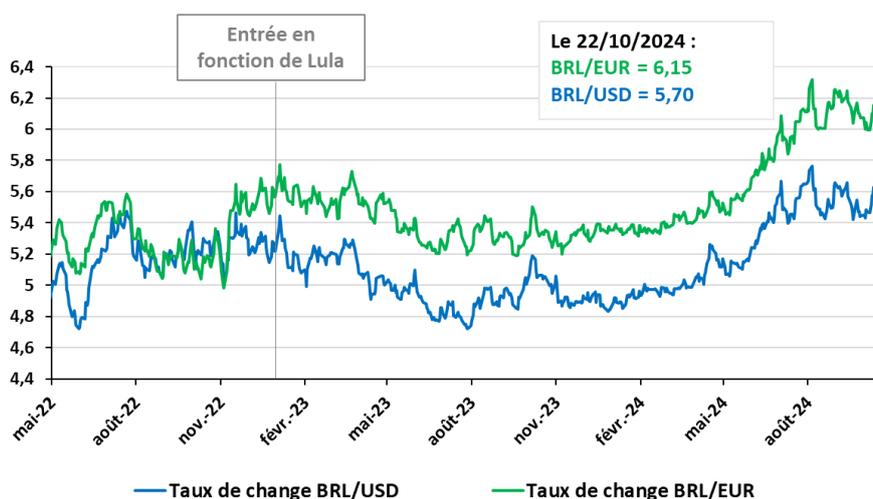
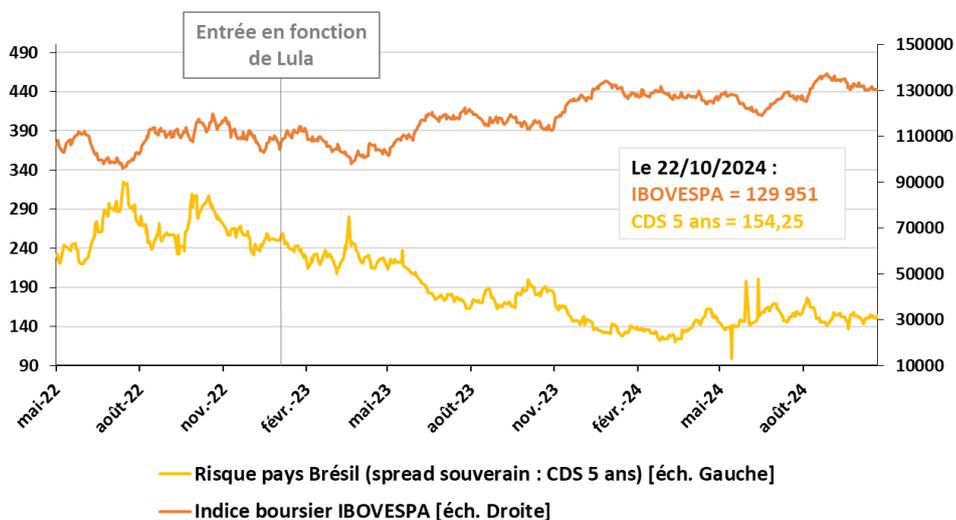
---

<sup>7</sup> L'Allemagne est en tête du classement (10% du total), suivie des États-Unis (8%) et de l'Australie (7%). Le leader

en Amérique du Sud est le Chili, classé 11<sup>ème</sup> dans le classement mondial.

# Graphiques de la semaine

Evolution du risque-pays, de l'indice boursier, et du taux de change.



Depuis le début de l'année, le réal s'est déprécié de 17% face au dollar en raison d'incertitudes externes (élections américaines, politique de la Fed, conflits au Proche- et Moyen-Orient) et internes (politique budgétaire) croissantes. Le risque pays, mesuré par le *credit default swap* (CDS) à 5 ans, a également augmenté, reflétant une légère détérioration de la perception du risque souverain du Brésil par les marchés.

Source : BCB, Investing, B3.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : [celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr)